

Le collège



Le président

Didier Migaud a été nommé président de la Haute Autorité par décret du Président de la République du 29 janvier 2020, après avoir été auditionné par les commissions des lois de chaque assemblée qui ont largement validé sa nomination.

Député de l'Isère de 1988 à 2010, Didier Migaud a occupé successivement à l'Assemblée nationale les fonctions de rapporteur général de la commission des finances (1997-2002), de questeur (2002-2007) et de président de la commission des finances (2007-2010). Il est le co-auteur, avec Alain Lambert, de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), nouvelle constitution budgétaire de l'État adoptée en 2001. Il a par ailleurs exercé des responsabilités en tant qu'élu local, comme maire de Seyssins et président de la communauté d'agglomération de Grenoble, de 1995 à 2010.

Didier Migaud était Premier président de la Cour des comptes depuis le 23 février 2010. À ce titre, il présidait également la Cour de discipline budgétaire et financière, le Haut Conseil des finances publiques et le Conseil des prélèvements obligatoires.



Michel BRAUNSTEIN

Élu en décembre 2015
par la chambre du conseil
de la Cour des comptes

Michel Braunstein a exercé les fonctions de conseiller maître au sein de la Cour des comptes. Agrégé d'histoire et ancien élève de l'École nationale d'administration, Michel Braunstein a notamment occupé les fonctions d'inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et celles de conseiller pour l'enseignement scolaire, la jeunesse et les sports au cabinet du Premier ministre entre 1997 et 2001.



Michèle FROMENT-VEDRINE

Élu(e) en décembre 2015 par
la chambre du conseil de
la Cour des comptes

Michèle Froment-Védrine exerce les fonctions de conseillère maître au sein de la Cour des comptes. Docteur en médecine, spécialiste en santé publique, Michèle Froment-Védrine a précédemment occupé les fonctions de présidente de la Commission de la sécurité des consommateurs et celles de directrice générale de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (AFSSET).

Odile PIERART

Élu(e) en décembre 2017
par l'assemblée générale
du Conseil d'État

Odile Piérart a exercé les fonctions de conseillère d'État, présidente de la mission d'inspection des juridictions administratives. Ancienne élève de l'École nationale d'administration, Odile Piérart a notamment occupé les fonctions de secrétaire générale des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel et de présidente de la Cour administrative d'appel de Nancy.



Daniel HOCHEDÉZ

Nommé en janvier 2017
par le président de
l'Assemblée nationale

Titulaire d'une maîtrise de droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Daniel Hochedez a intégré les services de l'Assemblée nationale en qualité d'administrateur en 1975. Il y a notamment occupé les fonctions de directeur du service des systèmes d'information, puis, jusqu'en juin 2013, de directeur du service des finances publiques.





Patrick MATET
Élu en décembre 2019
par l'assemblée générale
de la Cour de cassation

Docteur en droit et ancien élève de l'École nationale de la magistrature, Patrick Matet exerçait à la Cour de cassation les fonctions de conseiller honoraire, où il a notamment occupé la position de doyen de section de la chambre qui traite des contentieux de l'arbitrage, du droit international privé, de l'état des personnes et du droit patrimonial de la famille jusqu'en 2017.



Martine PROVOST-LOPIN
Élue en décembre 2019 par
l'assemblée générale de
la Cour de cassation

Titulaire d'une maîtrise en droit et ancienne élève de l'École nationale de la magistrature, Martine Provost-Lopin exerçait les fonctions de conseillère affectée à la troisième chambre civile au sein de la Cour de cassation. Elle a notamment été première juge d'instruction au tribunal de grande instance de Créteil avant de devenir conseillère à la cour d'appel de Paris, puis première vice-présidente du TGI de Paris.

Anne LEVADE
Nommée en janvier 2020
par le président du Sénat

Agrégée de droit public, Anne Levade est professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Elle a notamment été membre du comité de réflexion et de proposition sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions de la V^e République. Elle dirige centre de préparation aux concours administratives Prép ENA Paris I-ENS et préside l'Association française de droit constitutionnel.



Frédéric LAVENIR
Nommé en janvier 2020
par le Gouvernement

Inspecteur général des finances, Frédéric Lavenir a occupé plusieurs fonctions au sein ministère de l'économie et des finances. Il a travaillé au sein du Groupe BNP Paribas comme dirigeant d'une filiale puis comme responsable des ressources humaines. Il a été administrateur-directeur général de CNP Assurances. Il préside l'Association pour le droit à l'initiative économique (Adie).





**Jacques ARRIGHI
DE CASANOVA**

Élu en février 2020 par l'assemblée générale du Conseil d'État

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'École nationale d'administration, Jacques Arrighi de Casanova exerce les fonctions de président-adjoint de la section des finances au sein du Conseil d'État. Il a notamment été conseiller pour les questions constitutionnelles auprès du Secrétaire général du Gouvernement, président-adjoint de la section du contentieux du Conseil d'État, de président du Tribunal des conflits, avant de devenir président de la section de l'administration du Conseil d'État jusqu'en 2019.



Pierre STEINMETZ

Nommé en mai 2020 par le président du Sénat

Titulaire d'une maîtrise de droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, et ancien élève de l'École nationale d'administration, Pierre Steinmetz a successivement occupé des fonctions de préfet et des postes au sein de cabinets ministériels, avant de devenir directeur général de la gendarmerie nationale puis directeur de cabinet du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin en 2002. Il a officié en tant que conseiller d'État en service extraordinaire avant de devenir membre du Conseil constitutionnel de 2004 à 2013.

Sabine LOCHMANN

Nommée en février 2020 par le Gouvernement

Sabine Lochmann est depuis janvier 2020 la présidente de Vigeo Eiris. Diplômée de Paris 1 Panthéon-Sorbonne et de l'Université de Davis, elle a auparavant travaillé en tant que juriste d'entreprise au sein de Serete, JCDecaux et Johnson & Johnson, avant de rejoindre et présider BPI Groupe.



Florence RIBARD

Nommée en février 2020 par le président de l'Assemblée nationale

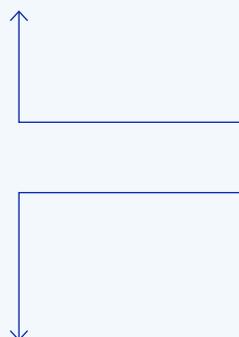
Titulaire d'une licence de droit et diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, Florence Ribard a intégré les services de l'Assemblée nationale en qualité d'administratrice adjointe en 1988. Elle a notamment occupé les fonctions de chef de cabinet de M. Laurent Fabius à la présidence de l'Assemblée nationale puis au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.



Un fonctionnement collégial et indépendant

Au moins un conseiller d'État, un conseiller maître à la Cour des comptes et un magistrat de la Cour de cassation sur les deux qui sont élus par leurs pairs doivent être en activité au moment de leur élection

Une composition paritaire



Un organe
décisionnaire
collégial
et indépendant

Un mandat de six ans, non-révo-
cable et non-renouvelable, gage
d'indépendance

Des délibérations adoptées à la
majorité des membres, départa-
gés, le cas échéant, par la voix
prépondérante du président

Les auditions du président par le Parlement

13 mai

Assemblée nationale
Droit électoral

24 juillet

Sénat
Déontologie
des officiers
publics ministériels

30 septembre

Assemblée nationale
Déontologie des fonction-
naires et encadrement
des conflits d'intérêts

14 octobre

Assemblée nationale
Budget de la Haute Autorité

6 novembre

Sénat
Projet de loi
de finances 2021

Un contrôle approfondi des déclarations d'intérêts et de patrimoine

Conformément à la loi du 20 janvier 2017, les membres du collège de la Haute Autorité déposent une déclaration d'intérêts et une déclaration de patrimoine. Chacune fait l'objet d'un contrôle approfondi par deux rapporteurs. Le contrôle des déclarations d'intérêts permet de mettre en œuvre toutes les mesures de déport appropriées.

Depuis 2017, leurs déclarations de patrimoine sont mises à disposition pour consultation sur le site Internet de la Haute Autorité. Celui-ci est à jour des déclarations des membres ayant rejoint le collège en 2020.

Des garanties déontologiques fortes



Des fonctions exercées avec **dignité, probité et intégrité**

Un strict respect des devoirs de **discretion** et de **secret professionnel**

Des **déclarations** de patrimoine et d'intérêts rendues **publiques**

Organigramme des services

Président
Didier Migaud

**Collège
de la
Haute
Autorité**

Le secrétariat général

Secrétaire générale : Lisa Gamgani

Secrétaire général adjoint : Sébastien Ellie

Il assiste le président de la Haute Autorité et assure la direction administrative et financière de l'institution, la coordination des services et la préparation des travaux du collège de la Haute Autorité.

La direction des publics, de l'information et de la communication

Directeur : Ted Marx

Elle définit et met en œuvre les procédures de réception, d'enregistrement, d'anonymisation et de publication des déclarations. Elle conseille les déclarants et informe les citoyens. Garante de l'identité de la Haute Autorité, elle promeut son image auprès des institutions et des médias.

La direction du contrôle des représentants d'intérêts

Directrice : Eliezer Garcia-Rosado

Elle assure le contrôle du respect par les représentants d'intérêts de leurs obligations déclaratives et déontologiques. Elle s'assure de leur inscription sur le répertoire numérique et de l'exactitude et la complétude des informations déclarées.

La direction des systèmes d'information

Directeur : Frédéric Le Compagnon

Elle assure le développement et le fonctionnement du système d'information de la Haute Autorité et conduit la politique de sécurité informatique de l'institution.

La direction du contrôle des responsables publics

Directeur : Sébastien Margotte

Elle assure le contrôle des déclarations de situation patrimoniale et d'intérêts. Elle vérifie l'exhaustivité, l'exactitude et la sincérité de ces déclarations et met en œuvre les prérogatives d'enquête adéquates.

La direction juridique et déontologie

Directeur : Baptiste Henry

Elle a pour mission de contrôler les mobilités entre secteurs public et privé et d'apporter une expertise aux déclarants et aux institutions publiques en matière de conflit d'intérêts. Elle est également chargée des partenariats et des relations internationales de la Haute Autorité ainsi que de l'élaboration des rapports et des études.

La direction administrative et financière

Directeur : Emmanuel Hoblingre

Elle définit et met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines. Elle conçoit et met en œuvre la politique budgétaire, comptable et immobilière.